

Les absences non remplacées des enseignants et des AESH

Ça suffit !

En prenant appui sur les chiffres officiels du DASEN (qui ne communique que sur une seule journée par semaine, public et privé confondu) le constat est amer. **Notre projection nous amène à 5668 jours non remplacés dans les écoles mayennaises du 3 janvier au 10 juin, soit des centaines de semaines de classes perdues dans les écoles du département !** Rien que sur la journée du 6 mai, sur 115 absences aucun enseignant n'était remplacé !

Nos organisations le déplorent depuis des mois et des mois : le problème n'est pas conjoncturel, mais bel et bien structurel, et il est aggravé avec des dispositifs de formation managériale coûteux en moyens de remplacement.

Pour les AESH, les absences non-remplacées correspondent à près de 1 400 heures par semaine (40 Equivalent Temps Plein par an), ce qui représente **58 AESH** (qui viennent s'ajouter aux près de **150 AESH** qui manquent déjà pour répondre aux notifications de la MDA et aux besoins des élèves) Les PIAL montrent ainsi leur inutilité, puisque s'ils ont fortement dégradé les conditions de travail des AESH, ils n'ont pas permis pour autant de palier les absences.

L'École publique doit redevenir l'École publique de la République !

Depuis début avril, avec le retour des formations en constellations, les conseils écoles collèges et autres formations managériales, **la situation du remplacement des enseignants est pire qu'en janvier et février !**

Cette situation pénalise les élèves dont le droit à l'instruction et à la scolarisation est remis en cause tout comme elle aggrave les conditions de travail des enseignants présents :

- qui se retrouvent face à des parents légitimement inquiets et parfois en colère.
- qui doivent accueillir les élèves des collègues non remplacés dans leurs classes souvent déjà bien chargées.

C'est le gouvernement qui a organisé cette catastrophe en décidant de n'ouvrir que trop peu d'inscriptions au concours, en maintenant le recrutement à BAC+5 ; en réduisant ainsi volontairement le vivier de recrutement, en imposant les bas salaires, en détériorant les conditions de travail des personnels de l'Education Nationale.

C'est le même scénario que pour les hôpitaux : le gouvernement organise la pénurie de personnels en rendant les conditions de travail et les salaires insupportables, puis, dénonçant cette pénurie qu'il a lui-même organisée, ferme des services entiers comme des services d'urgence, supprime des lits...

Le gouvernement organise ainsi une rentrée désastreuse en prévoyant que le chaos que nous avons subi depuis janvier, avec des dizaines et des dizaines de classes non remplacées chaque jour en Mayenne, sera le fonctionnement permanent de l'année scolaire prochaine et des années à venir.

Enseignants, AESH, parents d'élèves de la Mayenne, personnels territoriaux, élus...

Vous ne supportez plus la dégradation des conditions de travail et d'instruction dans les écoles publiques et la remise en cause du droit à l'instruction dû par l'État à chaque enfant de la République ?

Vous avez raison !

Avec le SNUDI-FO 53, la CGT éduc'action 53 et Sud Education 53 exigez :

Le remplacement immédiat de tous les personnels absents (enseignants et AESH)

L'arrêt des formations constellation-PPCR qui monopolisent des moyens de remplacements alors que les besoins ne sont déjà pas pourvus par la DSDEN.

Le recrutement immédiat de professeurs des écoles fonctionnaires à hauteur des besoins, pour le département de la Mayenne il faudra, a minima, une dotation de 42 moyens supplémentaires.

La création de tous les postes de remplaçants nécessaires au bon fonctionnement de l'École (au moins 20 postes supplémentaires de remplaçants sont nécessaires en Mayenne).

L'organisation immédiate de concours de recrutement exceptionnels à Bac+3 pour recruter des enseignants fonctionnaires d'Etat à hauteur des besoins !

Le recrutement immédiat d'AESH à hauteur des besoins, la création d'un véritable statut de la Fonction Publique et l'abandon des PIAL qui transforment les AESH en pions déplaçables sans aucun respect de leur travail ni des élèves accompagnés.